

Nouveau dispositif d'encadrement des risques LCB-FT/Sanctions/Fraude/Corruption

FAQ

(Version 26 mai 2025)

1. Nouveau dispositif applicable depuis avril 2025

Où trouver la fiche outil, pourriez-vous nous indiquer où la télécharger sur le site de l'AFD ?

Dans le guide méthodologique OSC : <https://www.afd.fr/fr/financements-projets-ong> rubrique documents de référence – Il s'agit de la fiche-outil LCB/FT du guide méthodologique mis en ligne.

Lien gratuit pour réaliser le filtrage :

<https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/> vous permet de réaliser le filtrage des parties-prenantes et des populations bénéficiaires en cas de transferts monétaires ou de ressources économiquement exploitables ; c'est gratuit

Quelle date d'application du nouveau dispositif ?

Le nouveau dispositif a été validé par le CA de l'AFD en septembre 2023 et progressivement déployé jusqu'à la fin de l'année 2023. Il a fait l'objet d'un RETEX devant le CA de l'AFD en mars et avril 2025 et est désormais pleinement effectif.

Est-ce que ce nouveau dispositif concerne aussi les projets en cours ?

Non, il n'est pas rétroactif ; il concerne les projets octroyés post validation du CA de l'AFD (septembre 2023) et ne concerne pas les projets déjà octroyés avant cette date et en cours d'exécution.

S'il n'y a pas de rétroactivité, quelles sont les obligations sur les conventions en cours ? il n'est pas besoin de filtrer pour les projets octroyés avant 2024 ?

Les conventions précédemment signées comportaient bien une obligation d'absence de mise à disposition de fonds ou de ressources économiques au bénéfice d'une personne ou entité figurant sur les listes de sanctions FR, UE et NU. Il convient de vous référer au contenu de la convention signée avec l'AFD pour connaître l'étendue de vos obligations contractuelles.

Pour les projets qui sont déjà en cours et qui devaient filtrer, doivent-elles continuer à le faire malgré l'annulation par le conseil d'état de ce point ?

Oui, un nouveau dispositif en la matière ayant été adopté par l'AFD.

Vous parliez de phase transitoire qu'en est-il ?

La phase transitoire concernait la période d'automne 2023/fin d'année 2023 ; elle est désormais terminée.

Si le dispositif n'est pas rétroactif mais que le projet prévoit une rétroactivité de 12 mois, la date de mise en œuvre est la date de signature de la convention ?

Oui, le nouveau dispositif OSC n'est pas rétroactif même si un projet prévoit de financer des dépenses de façon rétroactive ; c'est la date de signature de la convention qui fait foi.

Est-ce que ce nouveau dispositif remplace l'ancien dispositif LCB/FT ?

Oui il remplace les Lignes Directrices de l'Etat français en matière de filtrage suite à leur annulation.

Ce nouveau dispositif concerne-t-il les autres dispositifs de financement de l'AFD ?

Oui il s'impose à tous les dispositifs de financement de l'AFD.

Les projets financés en 2023 - en amont de la décision du CE et non concernés par les règles d'exception - sont coïncés avec un logiciel de criblage, qui a été budgétisé dans le projet mais qui ne fait plus sens ?

Le filtrage au moyen d'un logiciel de filtrage continue à avoir du sens puisque vous devez comme par le passé l'utiliser pour filtrer les parties-prenantes et les populations bénéficiaires de transferts monétaires ou de ressources ayant une valeur économiquement exploitable n'entrant pas dans les exceptions ou les exemptions ou ne pouvant bénéficier de mesures alternatives au filtrage.

Serait-il possible d'avoir une alternative si le logiciel n'a pas encore été acheté ?

Il vous revient de revoir le contenu de votre projet à la lumière de ce nouveau dispositif : le filtrage doit être fait sur les parties prenantes, quel que soit le projet et sur les bénéficiaires finaux, lorsqu'il y a transfert de fonds ou de biens, si nous n'avez pas de procédures alternatives jugées solides lors de l'examen du questionnaire conformité et du questionnaire projets et si ceux-ci n'entrent pas dans les cas d'exceptions ou d'exemptions. <https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/> vous permet de réaliser le filtrage des parties-prenantes et des populations bénéficiaires en cas de transferts monétaires ou de ressources économiquement exploitables et est gratuit.

On comprend qu'outre l'application des lignes directrices qui sont globalement maintenues y compris pour les bénéficiaires finaux s'ajoute le questionnaire de conformité à l'échelle de l'organisation ?

L'application des Lignes directrices de l'Etat en matière de criblage a été remplacée par le nouveau dispositif validé par le CA AFD en septembre 2023. Le questionnaire conformité n'est pas nouveau étant donné qu'il correspond globalement à l'ancien questionnaire en matière d'encadrement du risque fiduciaire, LCB/FT et fraude et corruption qui vous était demandé en annexe de la NIONG.

S'il relève de la responsabilité des OSC de respecter l'interdit de mise à disposition, pourquoi imposer le filtrage comme moyen ?

L'AFD est tenue de respecter l'interdit de mise à disposition indirecte de fonds ou ressources économiques au profit de personnes et entités listées. Pour ce faire, elle doit disposer de la garantie que les contreparties financées mettent en place des moyens appropriés afin de respecter cet interdit. Le moyen le plus fiable et efficace afin de s'assurer du respect de cet interdit est le filtrage. C'est la raison pour laquelle l'AFD demande un filtrage pour les parties prenantes des OSC financées et pour les populations bénéficiaires de transferts monétaires ou de ressources ayant une valeur économiquement exploitable sauf si l'OSC peut bénéficier d'une exemption humanitaire et autres exceptions permises par le CA de l'AFD ou d'une dérogation accordée par l'ANC. En l'absence du bénéfice des exemptions et exceptions/dérogations précitées, il est rappelé que le nouveau dispositif de criblage proposé par l'AFD autorise la prise en compte par l'AFD de mesures alternatives au filtrage concernant les bénéficiaires de transferts monétaires ou ressources économiquement exploitables si celles-ci sont jugées satisfaisantes pour l'AFD. Dès lors, le filtrage de ces bénéficiaires n'est pas systématiquement imposé comme moyen de respecter l'interdit de mise à disposition en tant que tel.

2. Filtrage des parties-prenantes obligatoire (vise le personnel, les bénéficiaires de rétrocession, les prestataires et fournisseurs de l'OSC)

Le filtrage par l'OSC doit-il être réalisé obligatoirement sur ces 4 types de bénéficiaires de transferts financiers ou non (versements salaires, paiement de prestations à des fournisseurs/prestataires, rétrocessions à des partenaires) ?

Oui il est obligatoire, comme l'exigent d'autres entités publiques françaises.

Faut-il filtrer un partenaire qui ne reçoit pas de rétrocessions ou de biens économiquement exploitables ?

Non. Les partenaires de mise en œuvre suite à plusieurs échanges entre les OSC et l'AFD n'entrent plus dans la définition de parties prenantes dans la mesure où les OSC ont indiqué qu'ils n'étaient jamais destinataires de fonds AFD.

Définition du bénéficiaire de rétrocession

« Celui qui est en charge pour son propre compte de l'exécution du Projet et propriétaire et maître d'ouvrage des investissements financés au moyen des fonds de la Subvention qui lui sont rétrocédés par le Bénéficiaire. » Autrement dit, il s'agit de toutes les personnes morales liées au Bénéficiaire par un contrat auprès de qui des fonds de l'AFD sont délégués aux fins de mettre en œuvre le projet. Cela exclut les fournisseurs et les prestataires qui sont rémunérés pour les biens et les services fournis, mais qui ne font pas de la gestion de fonds. Ils sont à distinguer également des partenaires de mise en œuvre, qui eux aussi participent à la mise en œuvre du projet, mais ne signent pas de « contrat » et ne reçoivent pas de fonds.

Le périmètre du filtrage sur les rétrocessions n'est pas clair, le filtrage des parties prenantes inclut le filtrage de tout bénéficiaire de rétrocession ?

Oui, toutes les parties prenantes doivent bien faire l'objet d'un filtrage sans exception. Ainsi, tous les bénéficiaires de rétrocession d'une subvention de l'AFD doivent être filtrés. Il est rappelé que le respect de l'interdiction de mise à disposition indirecte de fonds ou de ressources économiques au profit d'une personne ou entité listée est une obligation législative et réglementaire imposée aux OSC au titre du code monétaire et financier.

Les parties prenantes bénéficient-elles des aménagements ? (Exemptions, dérogations, exceptions) ?

Non

Une entité qui est représentante d'une collectivité territoriale ou d'un service public et partenaire du projet devra-t-elle également être filtrée ?

Non. Les partenaires de mise en œuvre suite à plusieurs échanges entre les OSC et l'AFD n'entrent plus dans la définition de parties prenantes dans la mesure où les OSC ont indiqué qu'ils n'étaient jamais destinataires de fonds AFD.

Les sanctions adoptées par des pays distincts (États-Unis, Canada) doivent-elles être prises en compte ?

Oui dans certains pays cela peut être nécessaire si le projet a un lien de rattachement avec ces deux pays ou dans des pays où le risque de sanctions est très élevé (exemple Cuba).

Comment préparer la liste des prestataires avant la signature du contrat de financement avec l'AFD, surtout si l'identification se fait par appel d'offres ?

Vous ne devez pas préparer des listes de prestataires, la question du respect des listes de sanctions se pose avant la sélection effective de chaque prestataire.

Comment gérer la règle de compétition des marchés si un prestataire moins disant est ensuite filtré en compliance ?

Vous pouvez introduire une clause dans votre appel d'offres par exemple : si le prestataire figure sur les listes de sanctions financières et économiques, il sera éliminé de l'appel d'offres.

Lors d'une prestation intellectuelle, le filtrage doit-il se concentrer sur le cabinet d'experts dans son ensemble ou exclusivement sur le filtrage des experts individuels ?

Sur le Cabinet (et son dirigeant) ou sur les experts s'ils sont indépendants.

En ce qui concerne les salariés ; qui doit être filtrés ?

Tous les salariés impliqués dans le projet (siège et salariés expatriés et/ou locaux sur le terrain), y compris les salariés à temps partiel, ou les journaliers.

Par ailleurs, la convention de l'AFD prévoit comme clause de terminaison anticipée du projet la présence d'un salarié dans l'organigramme de l'OSC qui serait listé, qu'il intervienne ou non sur le projet. Dans ce cas, l'OSC doit le déclarer à l'AFD. Elle peut choisir de se séparer de ce salarié. Dans ce cas, la relation avec l'AFD peut continuer telle que prévue dans la convention. Si l'OSC choisit de continuer de travailler avec ce salarié, l'AFD mettra fin à la convention et à sa contribution au projet.

Quelles doivent être la fréquence et la profondeur du filtrage ?

L'AFD n'est pas prescriptive quant à la fréquence et aux modalités du filtrage. Ce point est laissé à la responsabilité de l'OSC.

Pouvez-vous confirmer que la mesure alternative via virement bancaire s'applique à toutes les parties prenantes (salariés / fournisseurs / bénéficiaires) ?

L'utilisation du virement bancaire ou via des transferts de type « mobile banking » ne constituent pas une mesure alternative. En revanche, si l'OSC prend l'engagement de ne réaliser des transferts que par ces moyens et via une banque qui s'engage à filtrer les bénéficiaires de virements à l'aune des 3 listes de sanctions applicables (ONU, UE et France), et que la banque atteste de ce filtrage et/ou se trouve sur la liste des banques considérées comme « acceptables » par l'AFD (construction en cours), alors le filtrage est considéré comme réalisé. **Cette mesure est en cours de finalisation.**

Si l'OSC fait ses transferts financiers aux parties-prenantes via une banque 'reconnue' : doit-on comprendre qu'il n'a pas besoin de 'filtrer à nouveau les parties-prenantes

Comme indiqué ci-dessus, il faut une attestation de la banque indiquant qu'elle filtre systématiquement chaque bénéficiaire de transfert financier à l'aune des listes de sanctions ONU, Union Européenne et France.

Pourquoi les banques et le mobile money ne peuvent pas être une mesure alternative pour les parties prenantes tels que salariés, partenaires et fournisseurs ?

Voir réponse ci-dessus.

3. Filtrage des populations bénéficiaires finales

Pour les associations de droit local sont-elles encouragées à filtrer systématiquement leurs bénéficiaires finaux en cas de transferts financiers ?

Le filtrage est recommandé pour toutes les associations peu importe leur lieu d'enregistrement.

Si des solutions alternatives sont sollicitées par l'OSC elles nécessiteront d'être détaillées dans le questionnaire dédié avec fourniture de la documentation décrivant ces moyens alternatifs qui seront ensuite analysés

L'achat d'un logiciel de filtrage peut être prévu dans les 14% de coûts indirects.

Pour toutes les associations : le projet ne bénéficie pas d'exemption, l'AFD requiert le screening des bénéficiaires finaux ?

Oui mais uniquement si ces populations bénéficient d'un transfert monétaire ou de la mise à disposition d'un actif ayant une valeur économiquement exploitable (REE). Toutefois, si le corpus procédural de l'OSC est robuste après appréciation de l'AFD et après analyse des risques présentés par le projet dans le cadre des questionnaires conformité structure et conformité projet, l'AFD peut se satisfaire d'une disposition alternative au filtrage. C'est ce qu'on appelle « mesures alternatives au filtrage » dans le questionnaire projet.

Comment procède-t-on pour le filtrage dans un projet axé sur des activités de formation et de sensibilisation ?

S'il y a paiement de prestataires de formation ou d'animation et s'il y a paiement de per diem ou de remboursement de frais (transport, hébergement...) et si les bénéficiaires ne peuvent bénéficier d'une mesure d'exemption ou d'exception ou de mesures alternatives au filtrage, il faudra filtrer personnes bénéficiaires (*se référer au chapitre per diem*).

Quand doit-on faire le filtrage des parties-prenantes ou des populations bénéficiaires :

L'AFD n'est pas prescriptive quant à la fréquence et aux modalités du filtrage. Ce point est laissé à la responsabilité de l'OSC.

Que faire si des alertes surviennent pendant la mise en œuvre du projet alors que le filtrage en amont n'a rien révélé ?

Si le filtrage n'a rien révélé en amont de l'établissement d'une relation avec une partie prenante ou en amont d'un versement (partie prenante ou population bénéficiaire), l'AFD considérera que vos obligations au titre de la convention de financement ont bien été respectées. C'est pourquoi il est nécessaire de conserver la preuve du contrôle réalisé. Cette preuve de contrôle peut également être demandée dans le cadre de l'audit des projets. Il convient de suspendre tout versement au bénéfice de la partie prenante ou de la personne bénéficiaire de l'aide faisant l'objet d'un hit positif.

Le choix de la population bénéficiaire se base-t-il uniquement sur la nature du projet ou existe-t-il d'autres paramètres ?

C'est l'OSC qui décide de façon libre et indépendante des populations bénéficiaires de son projet.

Le filtrage des bénéficiaires doit-il se faire avant les activités du projet ?

L'AFD n'est pas prescriptive quant à la fréquence et aux modalités du filtrage. Ce point est laissé à la responsabilité de l'OSC.

L'AFD exige-t-elle un logiciel de gestion financière spécifique ?

Non

Le remboursement des frais de transport pour les participants/bénéficiaires est-il considéré comme un cash transfert ?

Oui (se référer au chapitre per diem).

Comment gérer les fonds pour la prise en charge alimentaire et le transport pour des populations bénéficiaires ?

S'il y a paiement direct aux bénéficiaires, se référer au chapitre per diem. S'il s'agit de menues dépenses d'achat de nourritures et/ou boissons faites par l'OSC ou un bénéficiaire de rétrocessions et que les denrées sont fournies directement aux populations, cela peut rentrer dans le cadre des « menues dépenses » qui ne font pas l'objet d'un filtrage.

Vous recommandez d'utiliser du mobile banking pour les transferts financiers aux bénéficiaires finaux ? c'est une mesure alternative ?

Les opérateurs de mobile banking réalisent en principe un filtrage avant versement des fonds (vérifier cependant avec eux en amont qu'ils filtrent bien sur les listes françaises, Union européenne et Nations Unies.). En revanche, il ne s'agit pas ici d'une « méthode alternative au filtrage » dans le sens où l'entend l'AFD, étant donné qu'il s'agit bien d'un filtrage.

En outre, il faut que l'opérateur atteste de ce filtrage pour qu'il soit pris en compte par l'AFD.

Mais quid des populations pauvres et rurales qui n'ont pas de téléphone mobile?

Comme expliqué précédemment, vous pouvez solliciter :

- Une exemption humanitaire : si vous pouvez justifier d'un appel d'urgence humanitaire émis par OCHA ou le UNHCR (ex. PRH, flash appeal) et que le projet s'inscrit dans les domaines couverts par cet appel d'urgence
- Une exemption par exception : dans ce cas, l'OSC doit justifier que les bénéficiaires entrent dans l'une des catégories suivantes : mineurs, absence de pièce d'identité ou victimes de persécution au sens de la Convention de Genève.
- Des mesures alternatives au filtrage : dans ce cas, l'OSC doit indiquer le processus détaillé de sélection des bénéficiaires de TM ou REE + quelles sont les mesures de contrôle mises en place par l'OSC pour s'assurer de l'absence de détournement du TM ou REE.

Si le projet n'entre dans aucun des trois cas ci-dessus, l'AFD demandera à l'OSC de filtrer les bénéficiaires de transferts monétaires ou de biens ayant une valeur économiquement exploitable

N'est-ce pas contradictoire de dire que le recours à des virements bancaires permet d'éviter de refaire le filtrage ?

Nous ne voyons pas en quoi la proposition de passer par des virements bancaires est contradictoire dans la mesure où les banques procèdent en principe systématiquement à un filtrage avant versement. En cas de transfert monétaire à des populations via un virement bancaire ou par usage d'un prestataire de service de paiement, l'AFD n'exigera pas de l'OSC qu'elle duplique ce filtrage. En revanche, l'AFD demandera à l'OSC la transmission d'une attestation de la part de la banque ou du prestataire de service de paiement, confirmant qu'il respecte bien les listes de sanctions FR, UE et ONU et il appartient donc à l'OSC de s'assurer que l'entité en question filtre à l'aune des listes susmentionnées.

Pour les virements bancaires, toutes les banques (notamment hors-UE) répondent-elles bien aux exigences ? et il n'y aura pas d'éléments additionnels à fournir ? Si virement bancaire, pas de filtrage à faire par l'OSC ?

Vous devez vérifier avec la ou les banques si elle(s) procède(nt) au filtrage et si les listes ONU, UE et France sont filtrées. En cas de transfert monétaire à des populations via un virement bancaire ou par usage d'un prestataire de service de paiement l'AFD n'exigera pas de l'OSC qu'elle duplique ce filtrage mais demandera à l'OSC la transmission d'une attestation de la part de la banque ou du prestataire de service de paiement, confirmant qu'il respecte bien les listes de sanctions FR, UE et NU.

Est-ce que les virements bancaires en provenance de comptes suisses sont aussi exempts de filtrage ?

Voir réponse précédente.

En matière de mesures alternatives vous recommandez des paiements via le mobile banking : par exemple payer les perdiem via les téléphones ? est-ce la seule solution ?

Le virement via mobile banking n'est pas une mesure alternative au filtrage au sens où l'entend l'AFD, étant donné que l'opérateur réalise en principe un filtrage avant versement. Pour que cette solution soit jugée satisfaisante, il convient de s'assurer que l'opérateur filtre à l'aune des listes françaises, européennes et onusiennes et l'AFD demandera à l'OSC de fournir une attestation en ce sens.

Qu'est-ce qu'un « prestataire de service de paiement officiel (PSP) » ?

Un prestataire de services de paiement officiel est une société qui a reçu un agrément de l'autorité de régulation locale pour exercer ce type de services.

4. Question des perdiem

Les perdiem quel qu'en soit la durée et la nature sont considérés comme des transferts financiers et devront donc suivre la procédure de filtrage des bénéficiaires finaux.

Par ailleurs, les perdiem versés à des fonctionnaires, médecins, accompagnateurs de mineurs etc. doivent faire l'objet d'un filtrage systématique sauf si une exemption humanitaire peut trouver à s'appliquer dans le cadre du projet. Ces personnes physiques ne sont pas considérées comme des bénéficiaires finaux de l'aide et ne peuvent pas bénéficier de mesures d'exemption par exception ou de mesures alternatives au filtrage.

5. Questionnaires : il est obligatoire de les compléter, quelle que soit l'OSC et quelle que soit la nature du projet (aucune exception)

Est-ce que le questionnaire conformité structure et le questionnaire conformité projets sont déjà disponibles et si oui, où ?

Il a été finalisé et actualisé, mis en ligne sur les pages habituelles dédiées aux OSC
<https://www.afd.fr/fr/financements-projets-ong>

Pratiques exigées désormais concernant les questionnaires :

Pour toutes les instructions, l'OSC doit renseigner les deux questionnaires : le questionnaire structure et le questionnaire projet qui lui est annexé à sa NIONG.

Questionnaire structure : Ce questionnaire est obligatoire pour toute OSC sollicitant un financement auprès de l'AFD et vise à s'assurer de la robustesse du corpus procédural. Il est complété par l'OSC et analysé :

- Soit par un Cabinet spécialisé (Grant Thornton),

- Soit par l'AFD si le projet se déroule en France, en l'absence de TM ou REE ou si les TM ou REE peuvent bénéficier d'une exemption humanitaire.
- **Dans le cas des questionnaires analysé par Grant Thornton**, ce dernier prépare un courrier (signé par la division MPN/OSC) qui est transmis à l'OSC par la division avec le rapport d'analyse et d'éventuelles recommandations.
- En l'absence de recommandation et dès lors que la conclusion du rapport est « optimale » l'OSC est considérée comme accréditée pour une durée de 3 ans, durée qui court à partir de la date du courrier transmis.
Si des insuffisances sont détectées, des recommandations sont transmises à l'OSC. Ces recommandations sont transmises par courrier et doivent être mises en œuvre dans la temporalité prescrite par le courrier (en générale 4 mois).
- Dans le cas où le questionnaire est revu par l'AFD uniquement, nous ne délivrons pas d'accréditation et les OSC doivent soumettre le questionnaire structure à chaque soumission d'un nouveau projet jusqu'à l'obtention d'une accréditation par le Cabinet spécialisé.

Questionnaire projet : Ce questionnaire est également obligatoire pour toute OSC sollicitant un financement auprès de l'AFD et vise à détailler la présence ou non de transferts monétaires et de ressources économiquement exploitables dans le projet ; il permet à l'OSC de formuler d'éventuelles demandes d'exemption ou d'exception ou de mesures alternative au filtrage. Il est donc à compléter avec la NIONG, pour chaque nouveau projet.

Le questionnaire conformité correspond -il a la cartographie des risques pour les partenaires du Centre de crise du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ?

Non, l'AFD a introduit son propre questionnaire.

Le nouveau questionnaire remplace-t-il l'ancien questionnaire fiduciaire ?

Oui effectivement.

Le questionnaire projet sera à remplir lors du dépôt de la NIONG, en annexe de la NIONG ?

Oui les deux questionnaires : conformité structure et conformité projet devront être joints à la NIONG a minima, le questionnaire conformité structure peut néanmoins être envoyé en amont à MPN/OSC. Par ailleurs, si l'OSC a bénéficié par le passé d'une accréditation par le cabinet GT, celle-ci est valable 3 ans, renouvelables. Pendant ces 3 années, il n'est pas nécessaire de resoumettre un questionnaire structure, si celle-ci n'a pas évolué.

Le questionnaire conformité projet sera à remplir seulement pour les OSC demandant une exception ?

Non il devra être rempli pour tous les projets systématiquement.

Pourriez-vous mieux expliquer la différence entre questionnaire de conformité structure et le questionnaire conformité projet ?

Le questionnaire de conformité structure permet de détailler les process et procédures dont dispose l'OSC en matière LCB/FT/Sanctions/Fraude/Corruption. Il est lié à la structure qui demande un financement. Le questionnaire de conformité projet détaille les transferts financiers prévus par le projet et permet à l'OSC de soumettre une demande d'exemption humanitaire/par exception/ou des mesures alternatives au filtrage qui sont appréciées au cas par cas par l'AFD. Ce questionnaire est spécifique à chaque projet soumis.

Les questionnaires prennent-ils en compte les risques de sanctions des pays ? (Ex : certains pays n'ont pas de personnes listées)

Il est rappelé que si certains régimes de sanctions sont géographiques d'autres sont thématique (Daesh, Al Qaida, terrorisme, graves violations des droits de l'homme, prolifération nucléaires, etc.). Par ailleurs, les personnes sur ces listes (i) ne se trouvent pas nécessairement dans le pays dont elles ont la nationalité, (ii) peuvent avoir la double nationalité. Enfin, il convient de préciser que ces listes évoluent toutes les semaines et que l'information relative à la nationalité des personnes figurant sur ces listes n'est pas toujours disponible.

Le questionnaire conformité structure n'est pas lié aux zones d'intervention ni aux thématiques puisqu'il concerne la structure qui fait une demande de financement.

Le questionnaire conformité projet demande les zones d'intervention. S'il n'y a pas de questions spécifiques sur des zones ou des thématiques particulières, son analyse se fait à la lumière des risques encourus sur le projet et donc sur les zones et les thématiques spécifiques à ce projet.

Le questionnaire de conformité structure questionne l'OSC sur ses procédures générales (dont celle liées à la LCB/FT) et le questionnaire conformité projet sur les procédures de filtrage spécifiques au projet ?

Oui le questionnaire de conformité structure permet de détailler les politiques et procédures mises en œuvre par l'OSC en général en matière LCB/FT/Sanctions/Fraude/Corruption; le questionnaire conformité projet détaille les transferts financiers prévus par le projet et permet à l'OSC de soumettre une demande d'exemption humanitaire/par exception/ou des mesures alternatives au filtrage qui sont appréciées au cas par cas par l'AFD

Si les mesures "alternatives" de l'OSC ne sont pas jugées suffisantes, l'obligation de procéder à un filtrage des bénéficiaires de transferts monétaires/ressources économiques peut-il être exigé (sous réserve des dérogations/exemptions) ?

Oui en effet.

Comment seront considérées les pratiques pas toujours formalisées par une procédure écrite (ce qui risque d'être le cas des petites et moyennes OSC) ?

Nous vous encourageons à formaliser les procédures, dans tous les cas ; l'analyse du questionnaire conformité structure par notre prestataire Grant Thornton pourra vous accompagner dans cette formalisation.

6. Approche par les risques et encadrement du risque

Que recouvre le terme "Moyen alternatif" ? ou « mesures alternatives » au filtrage ? Les mesures alternatives doivent elles permettre de vérifier les bénéficiaires AVANT transferts monétaires

L'OSC doit indiquer dans le questionnaire projet le processus détaillé de sélection des récipiendaires de TM ou REE + quelles sont les mesures de contrôle mises en place par l'OSC pour s'assurer de l'absence de détournement du TM ou REE. L'AFD procédera alors à une analyse au cas par cas pour déterminer si ces mesures alternatives au filtrage sont satisfaisantes.

Les mesures alternatives peuvent remplacer le filtrage des bénéficiaires finaux : elles doivent être très détaillées et préciser dans le questionnaire projet les informations suivantes :

- La connaissance par l'OSC (et ses partenaires) du terrain ;
- Les spécificités des personnes physiques qui seront destinataires des transferts monétaires,
- Les modalités de sélection de ces personnes et leur suivi tout au long du projet etc.

Ces mesures alternatives, en l'absence de filtrage doivent permettre, in fine, d'encadrer les risques de financement du terrorisme ou de détournement de fonds. Si le projet prévoit des actions dans plusieurs pays, il sera nécessaire d'adjoindre au questionnaire projet un tableau détaillant les spécificités des mesures alternatives par pays (cf. modèle de tableau proposé).

Quels sont les critères d'un "corpus procédural robuste" ?

Ce sujet est analysé par notre prestataire dans le cadre de l'examen du questionnaire conformité structure que vous avez complété. Entre autres sujets, l'analyse porte une attention particulière sur les méthodes de comptabilité, les politiques et les procédures en matière de lutte contre les pratiques illicites, d'intégrité/réputation des tiers et de lutte contre le financement du terrorisme.

Si le corpus procédural est « accrédité » par l'AFD, le filtrage sera-t-il néanmoins exigé ?

L'accréditation du corpus procédural de l'OSC est une condition nécessaire à l'octroi d'un financement par l'AFD, indépendamment de la structuration du projet et de la question du respect des listes de sanctions financières.

Une fois cette accréditation obtenue, l'OSC se doit de respecter dans le cadre de la réalisation d'un projet précis l'interdiction de mise à disposition de fonds auprès de personnes sanctionnées, à ce titre :

- L'AFD exigera toujours qu'un filtrage soit mis en place à l'égard des parties prenantes.

- Concernant les transferts monétaires ou la mise à disposition de ressources économiquement exploitables auprès des bénéficiaires finaux, le filtrage sera systématiquement exigé sauf si le projet bénéficie de l'exemption humanitaire, d'une exception ou si les mesures alternatives proposées par l'OSC sont considérées comme satisfaisantes par l'AFD.

7. Ressources économiquement exploitables (REE)

Prévoyez-vous de revenir dans la présentation sur la définition qui sera appliquée de "ressources économiquement exploitables" ?

La réglementation ne prévoit pas de définition et de liste précise, elle vise tous biens susceptibles de fournir une ressource financière à une personne sanctionnée.

Produirez-vous une liste sur les ressources économiques exploitables ou charge à l'auditeur de définir ce qui relève de ces "ressources économiques exploitables" ?

Une liste précise ne peut pas être fournie, car elle n'existe pas dans la réglementation ; mais si le projet a été validé par l'AFD et que les transferts prévus sont considérés comme ne devant pas faire l'objet de filtrage, l'auditeur devra tenir compte de cet accord ; ce sujet sera examiné au cas par cas lors de l'instruction du projet

Pour les transferts financiers et dons matériels : il n'existe plus de seuils, cela veut dire au 1er euro ? Peut-on prévoir un critère de valeur (par exemple si c'est en dessous d'une certaine valeur par personne bénéficiaire, on peut considérer que ce n'est pas économiquement exploitables) ?

Non il n'existe pas de seuils dans la réglementation ; c'est au premier euro. En revanche, certaines typologies de ressources peuvent, au cas par cas, être considérées comme n'étant pas économiquement exploitables. A ce titre, le filtrage pourrait ne pas être exigé (kits scolaires, d'hygiène, alimentaire ou les tous petits dons de petits matériels) dans la mesure où ils n'ont pas véritablement de valeur économiquement exploitable.

Si l'auditeur pose la question sur ces ressources, à qui se réfère-t-il, possible d'échanger avec l'organisation concernée pour fixer le curseur ? Les responsabilités vont être lourdes pour l'auditeur, est-ce vraiment raisonnable / logique ?

Dès lors que certains transferts de ressources économiquement exploitables ont fait l'objet d'un accord de l'AFD (non besoin de filtrer), l'auditeur en sera informé.

Qu'entend l'AFD par une « valeur marchande » ? Exceptions : soutien alimentaire, kits médicaux, accès à un service médical ou scolaire, etc. » la liste n'est pas exhaustive, comment sont déterminées les autres cas ? De plus, qu'en est-il des activités indirectement liées à cette liste ? ex : une allocation pour transport afin de se rendre à un service médical.

L'interdiction de mise à disposition de « ressources économiques » auprès de personnes sanctionnées vise à interdire la fourniture de biens ayant une valeur marchande susceptibles d'être détournés pour générer des ressources financières. Il revient à l'OSC de lister les ressources économiques dans le cadre du projet et à l'AFD de déterminer les biens ayant une valeur marchande.

8. Diagnostic relatif au corpus procédural (« accréditation »)

Vous avez parlé d'une analyse qui sera adaptée à la taille des OSC. Faut-il comprendre que les exigences de filtrage seront moindres pour les petites OSC ?

Non mais l'appréciation de la robustesse du corpus procédural des petites OSC pourra donner lieu à davantage de mesures d'accompagnement (recommandations et suivi des recommandations par le prestataire GT).

Si l'OSC a fait l'objet du diagnostic par le Cabinet GT, que se passe-t-il ?

Le Cabinet financé par l'AFD qui réalise les analyses est chargé également de suivre la mise en place des recommandations et de réévaluer les mesures mises en place pour vérifier que ses premières recommandations ont été prises en compte.

Le courrier d'accréditation est pour 3 ans, cela demande donc de refaire cela plusieurs fois?

L'accréditation est renouvelable sous certaines conditions qui seront communiquées et évaluées par l'AFD.

9. Exemptions/exceptions

Pour les exceptions, une analyse est faite par le service Conformité et le Comité ONG de l'AFD, ou le comité d'octroi pour les autres dispositifs de financement des OSC ; à quel moment cet analyse est faite et sur quels critères ?

Au moment de l'instruction du projet sur la base des éléments présentés par l'OSC dans son questionnaire projet et le cas échéant sur la base d'échanges complémentaires si nécessaire avec le chef de projet AFD en charge de l'instruction.

L'analyse est réalisée en interne par l'AFD et l'ensemble des diligences de conformité doivent avoir fait l'objet d'une revue avant le CONG.

Est-ce que les exemptions acceptées par l'AFD s'appliquent également aux projets financés par le CDCS ?

Le CDCS et l'AFD sont deux entités indépendantes et ne mutualisent pas à ce jour leurs analyses.

Comment prouver que les bénéficiaires n'ont pas d'Etat civil ; avez-vous listé des acteurs publics fiables (ex : instituts démographiques) sur lesquels les OSC peuvent s'appuyer pour prouver le manque de pièces d'identité ?

Toutes sources peuvent être acceptables : statistique d'organisation internationale, articles dans des journaux considérés comme fiables, sites de ministère etc.

10. Projets se déroulant en France

Le nouveau dispositif et le filtrage s'applique-t-il aux projets se déroulant uniquement en France exclusivement ? et de la même manière (par exemple projets structuration du milieu associatif -SMA ou d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale - ECSI) ?

Le filtrage des parties-prenantes et éventuellement bénéficiaires finaux n'est plus demandé, si les transferts sont faits au travers du système bancaire français.

11. Audits intermédiaire et final (attention de nouveaux TDR seront proposés prochainement et mis en ligne)

L'AFD doit signer un contrat avec un cabinet d'audit : est-ce que cela veut dire qu'on n'a pas besoin de recruter nous-même un cabinet d'audit ?

Il y a deux choses différentes : l'AFD a recruté un cabinet qui procède à l'analyse des questionnaires conformité structure que les associations auront complétés, en amont ; par contre l'audit du projet (intermédiaire et final) est à votre main et doit être budgété dans le projet comme habituellement (dispositif I-OSC).

Pour les autres dispositifs de financement des OSC : la convention de financement précisera les modalités d'audit, dont les TDR incluront des dispositions relatives à la conformité

Pour les OSC financées par le dispositif I-OSC, quel modèle doit-on utiliser pour les projets financés présélectionnés dans l'AMI 2022 et avant?

Il faut utiliser les TDR d'audit qui étaient en vigueur au moment de l'octroi

A quel moment les audits doivent-ils être réalisés ?

Audit intermédiaire, en fin de tranche 1 ; Audit final en fin de tranche 2 ; le nouveau modèle de TDR est proposé dans un dossier dédié conformité et dans le guide méthodologique en ligne.

Est-ce que les audits intermédiaires et finaux se feront tous les deux pour une subvention accordée sur un court terme (1 an par exemple) ?

Non dans ce cas, un seul audit sera demandé

Quelles seront les modalités de l'audit intermédiaire ?

Elles sont précisées dans le nouveau modèle de TDR intermédiaire et final proposé en ligne ; chaque audit portera sur les dépenses effectuées sur la tranche 1, ou la tranche 2 (travail habituel) et sur la qualité de vos procédures telles que présentées lors des questionnaires.

Audit intermédiaire : le versement de la tranche 2 est soumise à la validation de l'audit ?

Non pour le dispositif MPN/OSC ; mais peut être le cas pour les autres dispositifs de financement de l'AFD.

Concrètement dans un projet passé/actuel, on ne sera pas dans l'obligation de devoir démontrer à un auditeur ce criblage des parties prenantes ?

Cette exigence figurait déjà dans la convention et devait déjà être revue par les auditeurs.

Si les mesures alternatives au criblage ont été jugées satisfaisantes, pourquoi procéder au filtrage des bénéficiaires dans le cadre de l'audit postérieur, tel que cela semble ressortir de la fiche outil numéro 10 ?

Le contrôle du respect de l'engagement contractuel et l'absence de mise à disposition de fonds à des personnes listées dans le cadre du projet sera vérifié lors de l'audit du projet (à mi-parcours et final), par l'auditeur, par tous moyens adaptés pouvant inclure, le cas échéant, le filtrage, sur la base d'un échantillon de dépenses financées au moyen de la subvention octroyée par l'AFD. Ce contrôle sera adapté à la nature du projet considéré. En particulier dans les cas où l'OSC s'inscrit dans le cadre d'une exemption, d'une dérogation ou dans les cas par exception visés supra (cf. section 2 point C), le contrôle pourra se limiter à vérifier que le projet répond bien aux cadres dérogatoires invoqués sans générer de contrôles supplémentaires.

Quand seront diffusés les nouveaux TdR ?

Ils l'ont été le 15 mars 2024 et sont en ligne.

Une nouvelle version doit être mise en ligne avant l'été 2025

Merci de préciser si l'audit final comportera un screening des bénéficiaires finaux ? Est-ce que l'audit vérifiera le filtrage effectué ?

Voir réponse précédente

L'audit intermédiaire est-il applicable à tous les projets financés par l'AFD ?

Oui il est applicable à tout projet OSC financé par l'AFD, à compter de début 2024

Si l'exemption ou l'exception a été accordée en début de projet, au moment de l'instruction, doit-elle être questionnée dans les TDR d'audit ?

Elle ne sera pas questionnée par l'audit de projet.

Les nouveaux TDR seront d'application pour AMI 2023 et non AMI 2022 ?

Oui en effet ces TDR sont applicables pour tous les octrois 2024 (AMI 2023) et suivants ; ils ne s'appliquent pas de façon rétroactive.

Si les mesures alternatives au criblage ont été jugées satisfaisantes, je m'interroge sur le fait qu'il soit prévu de procéder au screening des bénéficiaires dans le cadre de l'audit du projet ?

Voir réponse précédente.

Ceci sera-t-il précisé dans les TDR d'audit ?

Oui, il y aura la check list que vous connaissez déjà et qui est amendée pour répondre au nouveau dispositif.

Concernant le filtrage ex-post qui pourrait arriver lors de l'audit final, quid d'un bénéficiaire qui n'était pas considéré comme frauduleux lors de la mise en œuvre du projet mais est devenu frauduleux lors de l'audit ? Comment mettre une limite à la temporalité du filtrage ?

S'il s'avérait, qu'en cours de mise en œuvre du projet, un bénéficiaire se retrouve sur les listes de sanctions, il vous appartiendra de démontrer qu'au moment où vous avez procédé au filtrage, la personne ne figurait pas sur liste de sanctions. Il conviendra néanmoins de mettre un terme à toute mise à

disposition de fonds dès lors que la désignation de la personne morale ou physique est portée à votre connaissance.

Sur quelles bases légales/réglementaires l'auditeur va se baser pour tous ces points sujets à interprétation ?

L'auditeur du projet se réfèrera à la convention signée avec l'AFD, à la validation des cas d'exceptions/exemptions lors de l'octroi ainsi qu'au diagnostic porté sur la qualité du dispositif d'encadrement des risques de l'OSC

Les TDR d'audit relatifs aux projets présélectionnés dans l'AMI 2022 ne comprendront pas des questions sur ce nouveau dispositif applicable à partir de l'AMI 2023 ?

Oui en effet

Pour les projets octroyés dans le cadre de l'AMI 2023 il n'était pas demandé d'audit intermédiaire à cette époque et les NIONG ont déjà été présentées

Il faut le prévoir néanmoins dans votre budget, pour tout octroi réalisé à compter de 2024

L'audit externe est-il exigé pour tout projet ?

Oui

12. Exemptions/exceptions (cf. détail dans la fiche-outil)

Pour vérifier si le pays d'intervention est concerné par un HRP ou un flash appeal : Les sites de l'UNHCR ou d'OCHA est désormais accessible à cette adresse : <https://response.reliefweb.int/>

Est-ce que les exceptions (notamment en lien avec protection de l'enfance/les mineurs) sont accordées d'office ou faut-il les demander sur chaque projet ?

Il faudra les demander à chaque projet, dans le questionnaire projet et les motiver.

Pouvez-vous également clarifier à nouveau la question de la vérification d'identité des bénéficiaires lorsqu'ils n'ont pas de carte d'identité ?

Voir supra

Si l'OSC ne peut se prévaloir d'une exemption ou d'une exception et qu'il n'y a pas de mesures alternatives jugées solides, il faudra donc bien procéder au filtrage des populations bénéficiaires de l'aide? ou alors peut-on comme mentionné s'engager en signant une attestation sur l'honneur?

Oui il faudra procéder au filtrage.

13. Transferts financiers ou dons de matériel à des fonctionnaires ou à des entités publiques (ministères, hôpital, centre de santé, collectivité territoriale...)

Faut-il filtrer des fonctionnaires d'un Etat souverain en tant qu'association ? Comment pouvons-nous justifier de demander des informations à une administration souveraine ou demander des informations personnelles à des fonctionnaires d'un Etat ?

Les dons de matériels ne sont pas fait au bénéfice de fonctionnaires intuitu personae mais de la personne morale qui les emploie. Il convient de s'assurer que l'entité en question n'est pas listée. En revanche, si les fonctionnaires reçoivent intuitu personae des transferts monétaires ou ressources économiquement exploitables, il faudra les filtrer. Pour rappel, la collecte de la pièce d'identité n'est pas exigée.

Faut-il filtrer des mairies, des hôpitaux, des écoles, des centres de santé, partenaires du projet ?

Oui, si ces entités sont récipiendaires de transferts monétaires ou ressources économiquement exploitables car l'interdiction de mise à disposition de fonds ou de ressources économiques vise aussi bien des personnes physiques que des personnes morales publiques ou privées. Des ministères et des collectives locales sont à ce jour listées.

Lors de la remise de per diem, les fonctionnaires devraient-ils être filtrés ?

Oui sauf à ce qu'une exemption humanitaire puisse trouver à s'appliquer au projet (à démontrer par l'OSC)

14. Prise en charge des couts induits par ce dispositif :

La mise en place de ce dispositif nécessite-t-elle un logiciel de filtrage en cas de non-exemption/exceptions ? l'AFD prendra-t-elle en charge ses coûts (acquisition et mise en place)?

Oui c'est une dépense éligible dans le cadre de votre budget/projet (c'est une dépense annuelle à anticiper). L'AFD n'exige cependant pas que l'OSC se dote d'un logiciel de filtrage (cf. supra).

L'accompagnement qui sera proposé aux OSC dont le corpus procédural a été jugé faible sera-t-il pris en charge par l'AFD ?

Oui il sera pris en charge par l'AFD dans le cadre du contrat signé avec le Cabinet Grant Thornton.

Quid de la prise en charge des couts RH dédiées au travail sur ces sujets au sein de l'OSC ?

Ils peuvent être éligibles sur les couts indirects du projet, qui ont été portés à 14%.

Bien que l'AFD propose une contribution financière afin de financer l'achat d'un logiciel de filtrage, qu'en est-il du renouvellement de la licence et des ressources humaines mis en œuvre pour le filtrage ? Cette contribution financière doit-elle être expressément demandée ou incluse uniquement dans les budgets des projets ?

Le cout de la licence couvrira la période du projet financé par l'AFD.

15. Délais

Les temps d'instruction des projets AFD sont déjà très longs, je crains que cela rallonge encore plus ces délais ?

Nous ferons notre maximum pour éviter tout retard.

16. Divers

Est-ce qu'une plateforme de filtrage commune aux osc est prévue par l'AFD à terme ?

Non ce cas a été étudié attentivement et n'est pas envisageable.

Globalement, il me semble que nous restons dans une situation où tous les risques sont portés par les OSC. Il n'y a pas de prise de risque de votre côté. Quand nous vous présentons un projet de soutien au système de santé d'un pays, et que vous décidez de le financer, on devrait avoir une exemption de criblage d'une administration.

L'AFD ne partage pas cette analyse. Etant régulée par l'ACPR, l'AFD est tenue de respecter les dispositions du Code Monétaire et financier en sa qualité de société de financement. Le risque est donc également supporté par l'AFD lorsqu'elle vous accrédite ou vous accompagne et lorsqu'elle fait droit à des mesures alternatives au filtrage ou à des demandes d'exemption de filtrage.

Annexe : Réalisation du filtrage sur les listes de sanctions : 2 solutions existent (cf. également document PPT à votre disposition)

1. Via les 3 listes de sanctions suivantes (sites en anglais), à utiliser obligatoirement pour les OSC non francophones

Ces listes désignent, les personnes, groupes ou entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la France à des sanctions financières.

- [Liste récapitulative du Conseil de sécurité des Nations Unies | Conseil de sécurité des Nations Unies](#)
- [Liste consolidée des personnes, groupes et entités faisant l'objet de sanctions financières de l'UE- Data Europa EU](#)
- [Gel des avoirs- Gels des Avoirs- Direction Générale Du Trésor \(dgtresor.gouv.fr\)](#)
en français uniquement

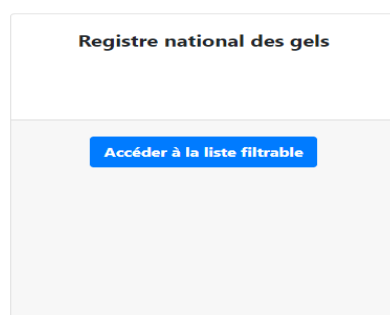
2. Ou via l'outil de la direction générale du Trésor française, (option à privilégier pour les OSC francophones car intègre les 3 listes de sanctions décrites plus haut)

Afin de procéder à ce contrôle, si l'OSC ne dispose pas d'outil de filtrage, elle peut utiliser l'outil mis gratuitement à disposition par la Direction Générale du Trésor et réaliser ce contrôle manuellement.

L'URL public de connexion est le suivant :

<https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/>

Etape 1 : Rendez-vous sur le registre national des gels et cliquez sur « Accéder à la liste filtrable »



Etape 2 : Inscrivez le nom du partenaire dans la case « Chercher »

Liste des gels

Exporter vers pdf

Afficher 20 lignes par page

Chercher:

Exemple : Votre partenaire se nomme « Partenaire du monde » et son représentant est Edouard Denis

Chercher:

Id	Régime	Type de nature	Nom	Prénom	Alias	Date de naissance
----	--------	----------------	-----	--------	-------	-------------------

Précédent Suivant

Chercher:

Id	Régime	Type de nature	Nom	Prénom	Alias	Date de naissance
----	--------	----------------	-----	--------	-------	-------------------

Précédent Suivant

- Si aucun résultat n'apparaît, la personne physique ou morale concernée ne se trouve pas sur les listes de sanctions applicables à l'AFD, l'OSC peut donc entrer en relation avec lui.

Pour plus d'informations, vous pouvez également consulter le module 3 « Les listes de gel » du Guide de bonne conduite à l'attention des associations de la DGT¹.

- Afin de garantir la preuve de la réalisation de ce contrôle vous devez procéder à une impression d'écran faisant état du nom de la personne physique/morale et du résultat obtenu, et la conserver tout au long du projet. En effet, un auditeur pourrait être amené à vous demander de présenter ces documents.
- **Homonymies :** Si la personne morale ou physique apparaît sur cette liste l'OSC est invitée à vérifier que ce n'est pas un homonyme. Pour ce faire, l'outil met à disposition d'autres champs d'informations tels que la date de naissance ou la nationalité pour affiner votre décision. Les recherches effectuées et éléments d'authentification ayant permis de lever des cas d'homonymies sont également à conserver dans le respect des règles RGPD.
- **Comment lever les homonymies ?** CNI ou autre document d'identité avec la date de naissance et lieu de naissance.² En l'absence d'élément permettant de lever l'homonymie, il conviendra de saisir la DGT, et d'en informer l'AFD conformément aux engagements d'information pris dans la Convention de financement³.

¹ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Institutionnel/Niveau3/Pages/13d1cb87-cf27-49ca-ad57-dc2855a2b26e/files/af9b595d-2404-4d95-9e56-2b61e2ed55be>

² Se référer aux règles de la RGPD en matière d'archivage des données personnelles.

³ Toutes les infos sont accessibles en ligne sur le site de la DGT, dans le Vademecum ou dans le guide de demande de dérogations publiés par la DGT.